TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE RENNES

3, contour de la Motte
CS 44416
35044 RENNES Cedex
Téléphone : 02.23.21.28.28
Télécopie : 02.99.63.56.84

Greffe ouvert du lundi au vendredi de
9 h 00 à 12 h 30 - 13 h 30 à 16 h 15

Dossier n° : 1100343-1

(à rappeler dans toutes correspondances)

ASSOCIATION POUR LA SAUVEGARDE DU PAYS
FOUESNANTAIS c/ COMMUNE DE FOUESNANT
Vos réf. : PA du 30/07/10 M. Polaillon

Camping AP
1 + 5 pages

1100343-1

Mme la Présidente
ASSOCIATION POUR LA
SAUVEGARDE
DU PAYS FOUESNANTAIS
Ty C'Hoat Hent Run ar C'had
29170 FOUESNANT

NOTIFICATION DE JUGEMENT

Lettre recommandée avec avis de réception

Mme la Présidente,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, l'expédition du jugement en date du 10/01/2014 rendu dans l'instance enregistrée sous le numéro mentionné ci-dessus.

La présente notification fait courir le délai d'appel qui est de 2 mois.

Si vous estimez devoir faire appel du jugement qui vous est notifié, il vous appartient de saisir la **COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE NANTES**, 2 place de l'Edit de Nantes BP 18529 44185 NANTES CEDEX 4 d'une requête motivée **en joignant une copie de la présente lettre.**

A peine d'irrecevabilité, la requête en appel doit :

- être assortie d'une **copie de la décision** juridictionnelle contestée.
- être présentée par un avocat.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Mme la Présidente, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Greffier en Chef,
ou par délégation le Greffier,

Pascale MINET

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE RENNES**

N° 1100343

Association pour la sauvegarde du pays
fouesnantais

M. Simon
Rapporteur

M. Bonneville
Rapporteur public

Audience du 13 décembre 2013
Lecture du 10 janvier 2014

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Tribunal administratif de Rennes,
(1^{ère} chambre),

Vu la requête et le mémoire complémentaire, enregistrés respectivement les 28 janvier et 9 février 2011, présentés par l'association pour la sauvegarde du pays fouesnantais, dont le siège est « Ti C'Hoat Hent Run Ar C'Had » à Fouesnant (29170), par sa présidente en exercice ;

L'association requérante demande au Tribunal :

- d'annuler pour excès de pouvoir l'arrêté du 30 juillet 2010 par lequel le maire de Fouesnant a délivré un permis d'aménager à M. Polailon en vue de l'aménagement d'un terrain de camping au lieu-dit « Lantécoste » ;
- de mettre à la charge de la commune de Fouesnant le versement de la somme de 1 000 euros au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

.....

Vu le mémoire en défense, enregistré le 28 juin 2011, présenté pour la commune de Fouesnant, représentée par son maire en exercice, par Me Prieur, avocat, qui conclut au rejet de la requête et à ce que le versement d'une somme de 1 000 euros soit mis à la charge de l'association pour la sauvegarde du pays fouesnantais au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

.....

Vu le mémoire, enregistré le 8 juillet 2011 présenté pour M. Polaillon, par Me Scanvic, avocat, qui conclut au rejet de la requête et à ce que le versement d'une somme de 1 000 euros soit mis à la charge de l'association pour la sauvegarde du pays fouesnantais au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

.....

Vu l'ordonnance en date du 22 janvier 2013 fixant la clôture de l'instruction au 21 février 2013, en application de l'article R. 613-1 du code de justice administrative ;

Vu les nouveaux mémoires, enregistrés les 13 et 15 février 2013, présentés par l'association pour la sauvegarde du pays fouesnantais, qui persiste dans ses conclusions et moyens ;

Vu le nouveau mémoire, enregistré le 21 février 2013, présenté pour la commune de Fouesnant, qui persiste dans ses conclusions et moyens et soutient, à titre subsidiaire que le Tribunal pourra, le cas échéant, prononcer une annulation partielle ;

Vu le nouveau mémoire, enregistré le 14 mars 2013, présenté par l'association pour la sauvegarde du pays fouesnantais, qui persiste dans ses conclusions et moyens ;

Vu l'ordonnance en date du 5 avril 2013 portant réouverture de l'instruction et fixant sa clôture au 25 avril 2013 ;

Vu la décision attaquée ;

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 13 décembre 2013 :

- le rapport de M. Simon, rapporteur ;

- les conclusions de M. Bonneville, rapporteur public ;

- et les observations de :

- M. Boullonois, mandaté par la présidente de l'association pour la sauvegarde du pays fouesnantais ;
- Me Gourvenec, avocat de la commune de Fouesnant ;

SUR LES CONCLUSIONS A FIN D'ANNULATION :

1. Considérant que l'association pour la sauvegarde du pays fouesnantais demande l'annulation de l'arrêté du 30 juillet 2010 par lequel le maire de Fouesnant a autorisé M. Polaillon à aménager le terrain de camping existant au lieu-dit « Lantécoste » ;

En ce qui concerne la méconnaissance de l'article NA 1 du règlement du plan d'occupation des sols :

2. Considérant que, si, en vertu de l'article NA 1 du règlement du plan d'occupation des sols de la commune de Fouesnant, les terrains de camping et de caravanage sont admis en secteur NA1c, toute construction y est toutefois interdite, y compris les habitations légères de loisirs, à l'intérieur d'une bande de 100 m à partir du rivage ; qu'il ressort des pièces du dossier que le terrain d'assiette est classé en secteur NA1c dans le plan d'occupation des sols de la commune de Fouesnant ;

3. Considérant que les aménagements autorisés par l'arrêté attaqué comportent notamment l'installation, sur la parcelle cadastrée BX n° 29, de « six tentes en toile sur deck en bois » dans la bande littorale de 100 m à compter du rivage ; qu'il ressort des pièces jointes à la demande présentée par M. Polaillon que ces « tentes fixes » sont constituées d'une structure métallique, d'un diamètre de 32 mm, fixée sur un plancher en bois d'une surface de 35 m², lui-même fixé sur des pilotes ancrés au sol ; que, compte tenu de leurs caractéristiques, ces « tentes fixes » constituent des constructions ; qu'il suit de là que l'association pour la sauvegarde du pays fouesnantais est fondée à soutenir que l'arrêté attaqué méconnaît l'article NA 1 du règlement du plan d'occupation des sols en tant qu'il autorise l'implantation des six constructions en cause sur la parcelle cadastrée BX n° 29 ;

En ce qui concerne la méconnaissance de l'article NDs du règlement du plan d'occupation des sols :

4. Considérant qu'aucune partie du terrain d'assiette n'étant située en zone NDs, l'association pour la sauvegarde du pays fouesnantais ne saurait utilement soutenir que l'arrêté attaqué aurait été pris en méconnaissance des dispositions du règlement du plan d'occupation des sols applicables à cette zone ;

En ce qui concerne la méconnaissance des dispositions du III de l'article L. 146-4-III du code de l'urbanisme :

5. Considérant qu'aux termes du III de l'article L. 146-4 du code de l'urbanisme : « *En dehors des espaces urbanisés, les constructions ou installations sont interdites sur une bande littorale de cent mètres à compter de la limite haute du rivage ou des plus hautes eaux pour les plans d'eau intérieurs désignés à l'article 2 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 précitée. (...)* » ;

6. Considérant que les habitations légères de loisirs évoquées au point 4 sont au nombre des constructions et installations soumises aux dispositions précitées du III de l'article L. 146-4 du code de l'urbanisme ; que les six habitations en cause étant situées, ainsi qu'il a été

indiqué, dans la bande littorale de cent mètres, l'arrêté attaqué méconnaît ces dispositions en tant qu'il autorise leur implantation sur la parcelle BX n° 29, sans que la commune de Fouesnant puisse utilement se prévaloir des « droits acquis » liés à la création du camping antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi du 3 janvier 1986 ;

En ce qui concerne la méconnaissance de l'article L. 146-5 du code de l'urbanisme :

7. Considérant qu'aux termes de l'article L. 146-5 du code de l'urbanisme : *« L'aménagement et l'ouverture de terrains de camping ou de stationnement de caravanes en dehors des espaces urbanisés sont subordonnés à la délimitation de secteurs prévus à cet effet par le plan local d'urbanisme. / Ils respectent les dispositions du présent chapitre relatives à l'extension de l'urbanisation et ne peuvent, en tout état de cause, être installés dans la bande littorale définie à l'article L. 146-4. »* ;

8. Considérant qu'en vertu de ces dispositions, un terrain de camping ne peut être aménagé dans la bande littorale de 100 mètres ; qu'il ressort des pièces du dossier que le permis d'aménager attaqué prévoit, sur la parcelle cadastrée BX n° 29 située dans la bande littorale de 100 m, l'installation des six habitations légères de loisirs précédemment évoquées, la réhabilitation d'un bâtiment sanitaire existant et la réalisation, à l'usage des automobiles, d'une voie interne de desserte et d'une aire de stationnement ; qu'ainsi, l'association pour la sauvegarde du pays fouesnantais est fondée à soutenir que l'arrêté attaqué méconnaît les dispositions précitées de l'article L. 146-5 du code de l'urbanisme en tant qu'il autorise l'aménagement d'un terrain de camping sur la parcelle cadastrée BX n° 29 ;

9. Considérant que les aménagements illégalement autorisés sur la parcelle cadastrée BX n° 29 étant divisibles du reste des aménagements autorisés par l'arrêté attaqué sur les autres parcelles constituant le terrain d'assiette, il y a seulement lieu d'annuler partiellement cet arrêté ;

10. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que l'association pour la sauvegarde du pays fouesnantais est seulement fondée à obtenir l'annulation du permis d'aménager délivré le 30 juillet 2010 par le maire de Fouesnant à M. Polaillon, en tant qu'il autorise l'aménagement d'un terrain de camping sur la parcelle cadastrée BX n° 29 ;

SUR LES CONCLUSIONS TENDANT A L'APPLICATION DE L'ARTICLE L. 761-1 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE :

11. Considérant que les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mis à la charge de l'association pour la sauvegarde du pays fouesnantais, qui n'est pas la partie perdante dans la présente instance, le versement de la somme que la commune de Fouesnant et M. Polaillon demandent au titre des frais exposés par eux et non compris dans les dépens ; qu'il y a lieu, en revanche, de faire application de ces dispositions et de mettre à la charge de la commune de Fouesnant le versement à l'association pour la sauvegarde du pays fouesnantais de la somme de 200 euros ;

D E C I D E :

Article 1^{er} : Le permis d'aménager délivré le 30 juillet 2010 par le maire de Fouesnant à M. Polaillon est annulé en tant qu'il autorise l'aménagement d'un terrain de camping sur la parcelle cadastrée BX n° 29.

Article 2 : Le surplus des conclusions de la requête de l'association pour la sauvegarde du pays fouesnantais est rejeté.

Article 3 : La commune de Fouesnant versera à l'association pour la sauvegarde du pays fouesnantais la somme de 200 euros (deux cents euros) au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 4 : Les conclusions de la commune de Fouesnant et de M. Polaillon présentées au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 5 : Le présent jugement sera notifié à l'association pour la sauvegarde du pays fouesnantais, à la commune de Fouesnant et à M. Polaillon.

En application de l'article R. 751-10 du code de justice administrative, une copie sera transmise au procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Quimper.

Délibéré après l'audience du 13 décembre 2013, à laquelle siégeaient :

M. Gazio, président ;
M. Simon, premier conseiller ;
M. Vennégues, premier conseiller ;

Lu en audience publique le 10 janvier 2014.

Le rapporteur,

Y. SIMON

Le président,

J-H. GAZIO

Le greffier,

P. MINET

La République mande et ordonne au préfet du Morbihan, en ce qui le concerne ou à tous huissiers à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution du présent jugement.

Pascale MINET